



**TOUS LES SPORTS AUTREMENT**  
**COMITE DEPARTEMENTAL DU PAS-DE-CALAIS**  
**Union Française des Œuvres laïques d'Education Physique**

Siège social : 9 rue Jean Bart  
62143 ANGRES

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**



**COMITE DEPARTEMENTAL DU PAS-DE-CALAIS**  
**Union Française des Œuvres Laïques d'Éducation Physique**

Siège social : 9 rue Jean Bart  
62143 ANGRES

Exercice clos le 31 décembre 2025

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

A l'Assemblée générale,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Comité départemental UFOLEP DU PAS-DE-CALAIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté



sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, et n'appellent pas de commentaire particulier.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre comité directeur.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies



significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulogne, le 12 mars 2026

audit france

Commissaire aux Comptes

Représenté par Olivier Souillard

Commissaire aux Comptes

## BILAN

ACTIF	31.12.2025			31.12.2024	PASSIF	31.12.2025	31.12.2024
	Brut	Amort. & Dépréciation	Net				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					<b>FONDS PROPRES</b>		
Immobilisations incorporelles	4 604	4 604		122	Fonds propres (avant affectation)	781 539	793 815
Terrains					Résultat de l'exercice	59 714	-12 276
Constructions					Subventions d'investissement		
Matériels d'activités					Total	841 253	781 539
Autres immobilisations corporelles	91 555	39 071	52 484	33 805	<b>FONDS DEDIES &amp; PROVISIONS</b>		
Immobilisations en cours					Fonds dédiés	82 000	34 304
Autres prêts et titres immobilisés	132 544		132 544	204 923	Provisions pour risques	54 000	80 000
Dépôts et cautionnements	600		600		Provisions pour charges	6 088	11 209
Total	229 303	43 675	185 628	238 851	Total	142 088	125 513
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>DETTES</b>		
Stocks					Emprunts et dettes assimilées		
Usagers - clients	156 356	25 250	131 106	123 876	Fournisseurs	61 673	33 241
Comptes courants Réseau	122 359		122 359	239 300	Dettes fiscales et sociales	89 947	100 325
Autres créances	158 471	10 000	148 471	280 082	Comptes courants Réseau	77 081	12 080
Charges constatées d'avance	147 234		147 234	133 270	Autres dettes	1 398	2 380
Trésorerie	835 768		835 768	594 609	Produits constatés d'avance	357 126	554 910
Total	1 420 189	35 250	1 384 939	1 371 137	Total	587 226	702 935
<b>Total</b>	<b>1 649 492</b>	<b>78 925</b>	<b>1 570 567</b>	<b>1 609 988</b>	<b>Total</b>	<b>1 570 567</b>	<b>1 609 988</b>

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	401 006	390 906
Ventes de biens	210	
Prestations de service	282 947	375 222
Subventions d'exploitation	982 866	902 880
Dons et Mécénat	9 956	2 700
Contributions financières	25 858	22 627
Reprises sur dépréciations et provisions	68 171	2 420
Produits des cessions d'immobilisations		
Utilisations des fonds dédiés	34 304	
Autres produits	54 059	56 103
Total	<b>1 859 376</b>	<b>1 752 858</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	369 537	346 738
Aides financières	9 023	35 620
Impôts et taxes	25 493	37 960
Salaires	711 997	751 239
Cotisations sociales	148 889	154 223
Dotations aux amortissements	11 324	10 576
Dotations aux dépréciations	33 861	3 629
Dotations aux provisions	34 004	15 320
Valeurs comptables des immobilisations cédées		
Reports en fonds dédiés	82 000	34 304
Autres charges	377 311	380 000
Total	<b>1 803 439</b>	<b>1 769 608</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>55 937</b>	<b>-16 750</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits financiers	4 149	4 730
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total	<b>4 149</b>	<b>4 730</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Charges financières		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total		
<b>RESULTAT FINANCIER (II)</b>	<b>4 149</b>	<b>4 730</b>
<b>RESULTAT COURANT (I + II)</b>	<b>60 086</b>	<b>-12 020</b>
Produits exceptionnels		92
Charges exceptionnelles		
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)</b>		<b>92</b>
Impôts sur les bénéfices	372	348
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)</b>	<b>59 714</b>	<b>-12 276</b>

<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature et prestations en nature	444 000	350 000
Bénévolat	720 000	510 000
Total	<b>1 164 000</b>	<b>860 000</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature	444 000	350 000
Personnel bénévole	720 000	510 000
Total	<b>1 164 000</b>	<b>860 000</b>

au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 qui dégage un excédent de 59 714 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les comptes annuels composés du bilan, du compte de résultat et de l'annexe forment un tout indissociable.

### Objet social et périmètre des activités de l'association :

Le comité a pour objet d'assumer les buts de l'UFOLEP, l'éducation par le sport, notamment dans une perspective de développement durable, sur le territoire considéré :

- en organisant et en promouvant toute activité physique comme moyen d'éducation et de culture par le sport, d'intégration et de participation à la vie sociale, dans le but de former des sportifs et des citoyens
- en suscitant, en organisant et en contrôlant ces activités dans les associations affiliées, avec le souci de contribuer à l'harmonieux épanouissement de la personne humaine ;
- en donnant à chacun, sans discrimination aucune, la possibilité de pratiquer des activités physiques, sportives et de pleine nature ;
- en propageant sa conception du sport pouvant aller de la saine détente dans le cadre des loisirs jusqu'à la compétition si elle est formatrice, amicale, désintéressée et respectueuse de l'environnement et de la santé des pratiquants, illustrant ainsi sa devise : « tous les sports autrement » ;
- en prolongeant l'action de l'USEP ;
- en contribuant à la promotion et à la défense des organisations éducatives et sociales laïques du département.
- en assurant la formation et l'enseignement du secourisme sous toutes ses formes.

### I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun fait caractéristique n'est à signaler au titre de cet exercice.

### II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. L'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an.

Changement de méthode comptable : Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

### III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

#### 1. Immobilisations incorporelles et corporelles

##### a) Tableau de variations des immobilisations

Valeurs brutes	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Logiciels informatiques	4 604,27			4 604,27
Terrains				
Constructions et agencements				
Matériel de transport	4 740,01	26 572,76		31 312,77
Matériel bureau et informatique	14 529,31		10 448,73	4 080,58
Matériel d'activités	54 354,79	3 306,99	1 500,40	56 161,38
Agencements & aménagements divers				
Immobilisations en cours				
<b>Total</b>	<b>78 228,38</b>	<b>29 879,75</b>	<b>11 949,13</b>	<b>96 159,00</b>

##### b) Acquisitions et désinvestissements

Les acquisitions concernent :

- camion Renault master : 26 572,76 €,
- pack tir laser pistolet : 3 306,99 €

Les désinvestissements concernent :

- 12 ordinateurs : 10 448,73 €
- Spiromètre : 1 500,40 €

### c) Tableau de variations des amortissements

Amortissements	Taux linéaire	Début	Dotations	Reprises	Fin
Logiciels informatiques	33%	4 482,08	122,19		4 604,27
Constructions et agencements	5%				
Matériel de transport	25%	1 965,86	896,15		2 862,01
Matériel bureau et informatique	33%	10 948,00	1 903,09	10 448,73	2 402,36
Matériel d'activités	33% à 20%	26 905,01	8 402,08	1 500,40	33 806,69
Agencements & amén. divers	10%				
<b>Total</b>		<b>44 300,95</b>	<b>11 323,51</b>	<b>11 949,13</b>	<b>43 675,33</b>

### 2. Immobilisations financières

	Montant	- d'1 an	+ d'1 an
Prêts	132 544,24		132 544,24
Autres prêts			
Titres			
Dépôts et cautionnements	600,00	600,00	
<b>Total</b>	<b>133 144,24</b>	<b>600,00</b>	<b>132 544,24</b>

### 3. Stocks

Néant

### 4. Usagers

	Brut	Dépréciations	Net
Usagers	126 886,64		126 886,64
Usagers douteux	25 250,15	22 250,15	3 000,00
Usagers non encore facturés	4 219,50		4 219,50
<b>Total</b>	<b>156 356,29</b>	<b>22 250,15</b>	<b>134 106,14</b>

### 5. Comptes courants – Réseau débiteurs

UFOLEP Nationale	1 528,15
CRUFAP	120 831,20
	<b>122 359,35</b>

### 6. Autres créances

Fournisseur avoir à recevoir

Créances sociales 834,34

#### Subventions à recevoir :

Collectivités	65 000,00
Conseil régional Haut de France	17 500,00
Crédit mutuel	2 500,00
ANS	42 000,00
CAF	18 000,00
CPAM	7 600,00
Aide unique aux employeurs AUEA	4 166,60
Produits à recevoir	3 000,00
	<b>157 637,04</b>

Dépréciation subvention à recevoir -10 000,00

**148 471,38**

### 7. Charges constatées d'avance

Licences et affiliations – part Ligue 2023-2024	137 240,71
Location véhicule	2 598,89
Assurances	4 962,08
Maintenances informatiques	1 814,40
Formations	617,46
	<b>147 233,54</b>



## 8. Trésorerie

Parts sociales	64 546,00
Livrets d'épargne	601 192,47
Comptes courants comité	65 170,70
Comptes courants CSD	102 638,07
Compte courant associative	2 221,00
	<b>835 768,24</b>

## IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

### 1. Fonds propres

Les fonds propres sont le cumul des résultats dégagés depuis la création de l'association.

### 2. Subventions d'investissement

Néant

### 3. Fonds dédiés

	Début	Reports	Utilisations	Fin
Subventions : Actions non réalisées - sport santé	82 000,00	34 304,00	34 304,00	82 000,00
<b>Total</b>	<b>82 000,00</b>	<b>34 304,00</b>	<b>34 304,00</b>	<b>82 000,00</b>

### 4. Provisions et dépréciations

	Début	Dotations	Reprises (*)	Fin
Risque : subventions	60 000,00		40 000,00	20 000,00
Risque : salaires	20 000,00	34 000,00	20 000,00	34 000,00
Charge : engagement de retraite du personnel (1)	11 209,48		5 121,98	6 087,50
<b>Provisions</b>	<b>91 209,48</b>	<b>34 000,00</b>	<b>65 121,98</b>	<b>60 087,50</b>
Immobilisations financières				
Usagers	4 433,87	23 861,37	3 045,09	25 250,15
Autres créances		10 000,00		10 000,00
<b>Dépréciations</b>	<b>4 433,87</b>	<b>33 861,37</b>	<b>3 045,09</b>	<b>35 250,15</b>
<b>Total</b>	<b>95 643,35</b>	<b>67 861,37</b>	<b>68 167,07</b>	<b>95 337,65</b>
Dotations / reprises d'exploitation		67 861,37	68 167,07	
Dotations / reprises financières				
Dotations / reprises exceptionnelles				
<b>Total</b>		<b>67 861,37</b>	<b>68 167,07</b>	

(\*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet 3 045,09

(\*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet 65 121,98

**Total 68 167,07**

(1) Conformément au règlement CNC n°2003-R.01 et à la Convention Collective Nationale du Sport, la provision pour indemnités de départ à la retraite représente pour l'ensemble des salariés en CDI : 1 ½ mois de salaire après 10 ans d'ancienneté, 2 mois de salaire après 15 ans d'ancienneté, 4 mois de salaire après 20 ans d'ancienneté, 5 mois de salaire après 30 ans d'ancienneté, avec un taux de charges patronales de 50%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision.

### 5. Emprunts et dettes assimilées

Néant

### 6. Fournisseurs

Fournisseurs	52 757,85
Fournisseurs, factures non parvenues	8 915,39
	<b>61 673,24</b>

### 7. Dettes fiscales et sociales

Provision pour congés payés	11 591,86
URSSAF	28 023,92
Mutuelle	640,56
Retraite complémentaire	16 193,90
Prévoyance	4 390,02
Charges sociales sur congés payés	2 824,42
Autres charges sociales à payer	0
Prélèvement à la source	479,49
AFDAS	2 524,14
Taxe sur les salaires	22 906,67
Impôt sur les sociétés	372,00
	<b>89 946,98</b>

**8. Comptes courants – Réseau créditeurs**

Ligue PDC

77 080,71

**9. Autres dettes**

Avances reçues - usagers

343,73

Dons à verser

1 054,66**1 398,39****10. Produits constatés d'avance**

Affiliations et licences 2024-2025

**357 126,36****V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****1. Prestations de service**

	Exercice clos	Exercice précédent
Animations	132 335,50	135 131,34
Produits activités	20 833,77	9 442,00
Formation professionnelle	122 203,70	230 369,15
Produits activités annexes	7 573,55	280,00
<b>Total</b>	<b>282 946,52</b>	<b>375 222,49</b>

**2. Subventions d'exploitation**

	Exercice clos	Exercice précédent
Ministères	81 500,00	111 900,00
Conseil Régional	16 300,00	18 000,00
Conseil Départemental	160 148,00	200 039,00
Collectivités	168 061,00	127 740,00
Autres collectivités publiques	409 987,00	326 201,00
Aides à l'emploi	35 499,88	44 500,00
Entreprises et organismes publics	111 370,40	74 500,00
Quote-part de subventions d'investissement		
<b>Total</b>	<b>982 866,28</b>	<b>902 880,00</b>

**3. Contributions financières**

	Exercice clos	Exercice précédent
UFOLEP NATIONALE	18 101,81	22 626,57
CRUFAP	7 756,36	
<b>Total</b>	<b>25 858,17</b>	<b>22 626,57</b>

**4. Produits financiers**

Intérêts des produits non imposables

1 881,51

Intérêts des parts sociales

1 917,38

Intérêts des produits imposables

349,66**4 148,55****5. Produits exceptionnels**

Néant

**6. Charges exceptionnelles**

Néant

## VI - AUTRES INFORMATIONS

### 1. Effectif

	Exercice clos		Exercice précédent	
	Effectif (1)	E.T.P. (2)	Effectif (1)	E.T.P. (2)
Cadres	3	2,55	4	3,6
Employés	18	16	17	16,4
Emplois aidés (CEC, E-Jeunes, ...)	9	9	14	14
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>27,55</b>	<b>35</b>	<b>34</b>

(1) Effectif à la clôture quelque soit la durée de travail (2) Équivalent Temps Plein : Temps plein = 1 820 H/an

"CEE"	Exercice clos		Exercice précédent	
	Nb de personnes	Nb de journées	Nb de personnes	Nb de journées
Contrat CEE	0	0	0	0

### 2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants.

### 3. Engagement de crédits-bails et locations de longue durée

Loyers restant dus :

Photocopieur

1 458,40

Véhicules

100 225,72

**101 684,12**

### 4. Autres engagements hors bilan

Néant

### 5. Contributions volontaires en nature

#### a) Mise à disposition gratuite et prestations en nature : 444 000 €

Pour les créneaux sportifs :

Nous comptons 50€/h nous avons 160 séances par semaine pendant 40 semaines

Soit 320 000 €

Par le Département :

Bureaux mises à disposition : 8000 €

Salles mises à disposition : 6000 €

Pour des événements occasionnels :

Pour les événementiels : 50 petits événementiels dans l'année. 1000 €/événementiel : 50 000 €

10 gros événementiels dans l'année 5 000 €/ événementiel : 50 000 €

Par la ville de Béthune :

Mise à disposition salle M2S et salle formation : 10 000 €

#### b) Bénévolat / Personnel bénévole : 720 000 €

Nous comptons 120 bénévoles investis dans la vie du comité directeur et de ces commissions.

Nous estimons au minimum à 10 heures par semaine leur investissement sur 50 semaines par an.

A 12€ par heure de valorisation.

Nous pouvons estimer à  $120 \times 10 \times 50 \times 12$  à 720 000€ la valorisation du bénévolat à l'UFOLEP hors fonctionnement des associations.